

# **le pouvoir aux travailleurs**

**mensuel trotskyste**

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 18 novembre 2012

N° 387

PRIX : 0,60 Euro

## SÉNÉGAL



**LE GOUVERNEMENT VEUT UTILISER**

**LE PROCÈS DE KARIM WADE POUR DÉTOURNER**

**LA COLÈRE DE LA POPULATION**

**SOMMAIRE AU VERSO**

**SOMMAIRE**

**Editorial**

Sénégal : le gouvernement veut utiliser le procès de Karim Wade pour ...

Page 3

Pendant que la perspective de la guerre se fait de plus en plus précise...

Page 5

Tchad : la flambée des prix à la consommation saigne les pauvres

Page 6

Côte d'Ivoire :

-des complices des assassins décorés

-le gouvernement face à la question épineuse des ex-combattants (page 7)

Page 8

En Afrique la contrebande de faux médicaments se développe

**ABONNEMENT**

**FRANCE :**

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

**Autres pays :**

Nous consulter

**ADRESSE**

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

**SÉNÉGAL**

**LE GOUVERNEMENT VEUT UTILISER  
LE PROCÈS DE KARIM WADE POUR DÉTOURNER  
LA COLÈRE DE LA POPULATION**

*Le fils de l'ex-président A. Wade du Sénégal, Karim Wade, ainsi que Ousmane Ngom (ancien ministre de l'Intérieur de Wade) ont été convoqués, avec quelques autres dignitaires de l'ancien régime, à la gendarmerie de Dakar pour être auditionnés. Ils sont accusés d'enrichissement illicite.*

*Karim Wade possède en effet une immense fortune, estimée à plusieurs centaines de millions de francs cfa (peut-être plus). A cette fortune il faut ajouter toutes ses villas à Dakar, plusieurs appartements en France ainsi que plusieurs voitures. Tout le monde sait que sa fortune, il la doit à sa filiation avec l'ancien président, plus précisément aux détournements des fonds et à la corruption facilités par sa situation familiale.*

*En effet depuis que A. Wade a été élu Président, ce dernier a tout fait pour propulser son fils dans la haute sphère du clan présidentiel. Il a été chargé des « grands projets », notamment ceux qui étaient programmés pour l'organisation du Sommet islamique de mars 2008, à Dakar. Il aurait détourné une partie importante des fonds alloués à la construction d'hôtels de luxe, d'un centre de conférence, de travaux routiers, d'un tunnel sur la corniche, etc.*

*C'est lui aussi qui avait été désigné par son père pour chapeauter la construction du nouvel aéroport international ainsi que l'autoroute à péage pour désengorger Dakar. Sa position au sein de l'appareil d'Etat était devenue telle que tous les hommes d'affaires étaient obligés de passer par lui pour avoir une autorisation de faire telle ou telle affaire dans le pays. Bien évidemment il prélevait son bakchich. C'est pour cela qu'on lui avait donné le surnom de « Monsieur 15% ».*

*Cela ne suffisait pas, son papa lui avait offert un poste de ministre en charge de la Coopération internationale, des Transports aériens, des infrastructures, de l'Aménagement du Territoire et de l'Energie avec un portefeuille représentant 20% du budget de l'Etat. Cela lui a valu le deuxième surnom de "ministre de la terre et de l'air". Pour couronner tout, son papa chéri a voulu que Karim soit son héritier pour le poste de président du Sénégal. Et pour y parvenir légalement, il a voulu modifier la Constitution. Devant la colère de la rue? il a vite fait de retirer son projet.*

*Actuellement cette affaire fait les choux gras des médias sénégalais. Les partisans du clan de Wade disent que s'il y a eu enrichissement personnel dans l'exercice du pouvoir, il faut chercher aussi du côté de Macky Sall qui a fait partie de l'équipe gouvernementale de Wade durant plusieurs années. Lui aussi il possède une fortune et des biens dont la valeur dépassent largement la totalité de sa rémunération de ministre.*

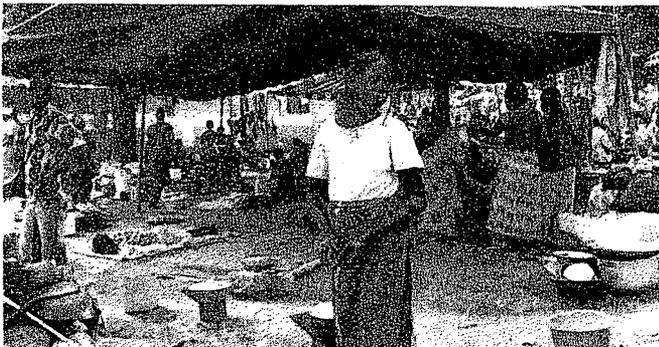
*Ce qui est sûr, c'est que cette poursuite judiciaire à l'encontre de Karim Wade et des*

*quelques autres anciens ministres permet au gouvernement de tenter de détourner ou de calmer le mécontentement de la population. Les pauvres souffrent de la vie chère et surtout dernièrement des inondations consécutives aux fortes pluies qui ont fait beaucoup de dégâts dans les quartiers pauvres. Les assainissements sont très défectueux. Et en plus toute la population souffre de la crise. Macky Sall sort de sa poche la carte « Karim Wade » pour détourner l'attention des pauvres et des mécontents. Les médias sont là pour le servir.*

## MALI

### **PENDANT QUE LA PERSPECTIVE DE LA GUERRE SE FAIT DE PLUS EN PLUS PRÉCISE ...**

Les villes du nord-Mali sont devenues invivables pour les habitants issus des ethnies originaires du sud mais celles du sud le sont aussi pour les populations originaires du nord. La presse de Bamako met surtout l'accent sur les populations fuyant les villes du nord pour aller chercher refuge vers des camps de réfugiés ou vers les grandes villes du sud, dont la capitale.



*Des réfugiés maliens au nord de la Côte d'Ivoire*

L'afflux de réfugiés à Bamako est tel que les écoles publiques ne peuvent plus accueillir leurs enfants pour y poursuivre leur scolarité. Les salles de classe qui étaient déjà très saturées sont dans l'incapacité d'accueillir un surplus. Mais la presse qui a pignon sur rue à Bamako se tait sur les populations qui fuient Bamako ou d'autres grandes villes du Sud parce qu'elles s'y sentent indésirables. Il s'agit, entre autres, des Touaregs installés de longue date dans les villes du sud. Ils n'ont rien à voir avec la rébellion séparatiste dans la partie nord du Mali mais le fait qu'ils soient Touaregs leur vaut d'être indexés comme des

rebelle en puissance. Certains d'entre eux ont subi des violences. Quelques uns ont été vandalisés et brutalisés.

Un travailleur malien originaire de la ville de Kayes nous raconte un cas précis d'une famille touarègue qui a été obligée de fuir la ville car sa situation était devenue périlleuse.

*"Nous avons comme voisin dans notre quartier de la ville de Kayes une famille touarègue. C'était une famille de neuf personnes. Nous avons toujours eu des relations cordiales et on se rendait mutuellement service. Le fait que cette famille appartienne à une ethnie du Nord n'a jamais posé de problème jusqu'au jour où la rébellion a éclaté au Nord. Un matin on s'est aperçu que cette famille a quitté la ville en cachette durant la nuit. Elle s'est sentie en danger de mort et a été contrainte d'abandonner la ville où elle a toujours vécu en toute tranquillité.*

*Cette situation de guerre a mis le poison dans la tête des gens. Le Mali est un pays multiethnique. Toutes les ethnies y cohabitent depuis des siècles. Mais aujourd'hui il y en a qui fuient le nord et d'autres qui fuient le sud. Cela va être difficile de retrouver les relations amicales qui ont prévalu jusqu'ici".*

En effet, avec la guerre qui se prépare, le fossé entre les ethnies du nord et celle du sud ne fera que s'approfondir. Il n'existe malheureusement pas une organisation politique au sein de la classe ouvrière malienne pour défendre une autre politique que celle du nationalisme. Les

travailleurs n'ont pas de frontières à défendre, encore moins celles qui ont été tracées arbitrairement par les colonisateurs français pour diviser les peuples africains. Entre travailleurs il n'y a pas de frontières. Les seuls ennemis que nous avons à combattre ce sont les capitalistes qui nous exploitent et nos Etats oppresseurs. Les travailleurs ne peuvent défendre efficacement leurs intérêts de

classe exploitée et opprimée que s'ils sont unis. Cela veut dire qu'il faut qu'ils combattent en leur sein toute division ethnique, religieuse, raciale ou nationale.

Une organisation révolutionnaire défendant une telle politique au sein des travailleurs des villes et des campagnes au Mali reste à construire.

## MALI

### LES RACKETS SE MULTIPLIENT

A Bamako, l'armée, la police et la gendarmerie sont présentes partout. Elles arrêtent et contrôlent les véhicules. Officiellement c'est pour "protéger la population" et "assurer la sécurité de la capitale" contre une rébellion qui a lieu à plus d'un millier de kilomètres de la capitale. Mais en vérité, il s'agit-là d'une véritable aubaine pour racketter les petites gens. Le racket a toujours été une des principales activités des forces de l'ordre mais avec cette nouvelle situation qui prévaut dans le pays, cette activité reprend de la vigueur. Il n'y a pas un coin de la capitale ou des grandes villes du sud qui échappe à la règle. Les couvre-feu se multiplient, c'est autant d'occasions de plus qui s'offrent aux forces de l'ordre pour s'adonner à leur activité favorite.

Voici le témoignage d'un travailleur immigré qui vient d'effectuer un voyage récemment au Mali :

"J'ai voyagé en taxi-brousse pour aller voir ma famille habitant dans la région de Kayes. J'ai pris le car à Bamako. Mais rien que sur les premiers 15 kilomètres qui séparent Bamako et Kati nous avons été contrôlés quatre fois. Il y avait des femmes parmi les passagers et elles n'avaient pas de papier d'identité sur elles. Malgré les explications et les implorations de clémence, les policiers ne voulaient rien savoir. Il fallait déboursier de l'argent (entre 1500 et 3000 francs cfa) qui allait directement dans leurs poches.

Mais après avoir payé une fois, deux fois, ces femmes n'avaient plus d'argent à donner aux policiers. Heureusement que notre chauffeur était un homme gentil et compréhensif. Comme il connaissait bien les endroits des contrôles, il arrêtait son véhicule quelques centaines de mètres avant les postes de contrôle pour permettre aux passagères sans-papier de descendre et de faire à pied le chemin en contournant les postes de contrôles par les chemins de brousse. Une fois passées de l'autre côté, elles se font récupérer par le chauffeur. Il faut imaginer le temps perdu tout au long du trajet.

Aller faire la guerre dans le nord du pays ne motive pas spécialement ces forces de l'ordre. Elles préfèrent rester à Bamako (ou aux alentours) car c'est là qu'elles gagnent le plus d'argent sur le dos de la population".



Une caricature de la corruption parue dans la presse malienne

## MALI

### TÉMOIGNAGE SUR UN CAS DE RACKET (PARMI TANT D'AUTRES) DANS L'ADMINISTRATION

Un travailleur malien dénonce un cas de racket dont il a été victime lors d'une demande d'un papier administratif scolaire au Mali :

*"Je travaille à Paris mais mes enfants font leur scolarité au pays. Leur école se trouve dans le village de Tinkaré, Cercle de Diema (Région de Kayes). J'ai besoin du certificat de scolarité de mon enfant pour compléter un dossier administratif.*

*Le directeur de cet établissement public me demande de déboursier une somme de 25.000 francs Cfa. Pourquoi je dois payer alors que ce certificat doit être délivré gratuitement ? Même dans les écoles privées la délivrance de ce papier est gratuite. Il s'agit-là d'un cas de racket. Je ne suis pas le seul à être racketté de la sorte puisqu'un autre travailleur dont l'enfant est dans la même école que le mien se trouve dans la même situation que moi.*

*Ce directeur d'établissement veut profiter de sa situation pour nous extorquer de l'argent.*

*Nous gagnons difficilement notre vie ici pour subvenir aux besoins de nos familles restées au pays. Nous nous sacrifions pour économiser de l'argent durement gagné et ce monsieur croit que nous pouvons déboursier 25.000 francs pour un bout de papier sur lequel il doit apposer sa signature. Un tel comportement est inadmissible et il faut le dénoncer".*

Malheureusement si ce chef d'établissement peut se permettre d'agir ainsi en toute impunité c'est aussi parce que l'exemple vient d'en haut. Les commandants de cercle, les généraux, les ministres et autres grands dignitaires se remplissent les poches et se payent des villas luxueuses en pratiquant la corruption, le racket et le détournement d'argent public. Tout cela se fait directement ou indirectement sur le dos de la population pauvre qui doit se débattre dans les difficultés de la vie quotidienne et qui s'enfoncé de plus en plus dans la misère. Cela se fait aussi au détriment des infrastructures publiques qui se détériorent au fil des ans car le peu d'argent qui est consacré pour leur entretien est détourné.

## TCHAD

### LA FLAMBÉE DES PRIX À LA CONSOMMATION SAIGNE LES PAUVRES



Ndjaména : une vue du marché central

Selon une étude d'un organisme international anglais, Ndjaména vient d'être classée parmi les villes les plus chères de la planète. Elle est la troisième capitale d'Afrique

après Luanda et Libreville, la huitième du monde. L'étude révèle par exemple qu'un modeste studio au cœur de la ville est loué 100.000 francs CFA par mois. Un studio similaire dans le centre-ville de Yaoundé coûte deux fois moins. Quant au transport, dans une ville comme Genève en Suisse, il faut 15.000 francs CFA par mois pour le déplacement d'une personne alors que l'on dépense 30.000 à Ndjaména.

Cet organisme a cité l'exemple des Blancs, expatriés ou touristes qui disposent des moyens. Il ne s'est malheureusement pas penché sur les conditions de vie des petites gens qui, faute de moyens, habitent loin de la ville, dans les quartiers pauvres, dorment à plusieurs dans des maisons

insalubres, sans eau potable, sans électricité. Ces gens qui constituent la majorité de la population, se battent tous les jours pour trouver à manger d'autant plus que les prix des denrées alimentaires de première nécessité qui grimpent en permanence sur les marchés sont de plus en plus hors de portée de leurs petites bourses.

A Ndjaména, le bidon d'huile de 5 litres vendu auparavant à 5.000 francs CFA coûte aujourd'hui 7.500 voire 8.000 francs ; au marché des céréales, le sac de mil se vend 25.000 francs alors que l'an dernier il s'échangeait à 14.000 francs ; le coro de riz ordinaire (instrument de mesure local) est passé de 493 francs en avril 2011 à 648 aujourd'hui ; même le prix du sucre fabriqué localement, et qui bénéficie des facilités fiscales, est monté à 1.000 ou 1.100 francs contre 750 auparavant ; le prix du petit sac de poissons frais pêchés dans le lac Tchad vaut 30.000 francs contre 14.000 il y a peu de temps tandis que le kilo de viande de boeuf avec os qui coûtait 1.225 francs en avril 2011 est maintenant à 1.404 francs. C'est la même situation dans les autres villes du pays comme Moundou, Abéché, etc.

Le gouvernement aurait pu alléger la souffrance des populations déshéritées en

subventionnant toutes les denrées de première nécessité et en imposant leurs prix à tous les commerçants. Mais là n'est pas son souci.

Pourtant la Commission nationale de lutte contre la vie chère a récemment proposé au gouvernement de subventionner certains produits alimentaires de base mais il a plutôt fait le contraire : levée de l'interdiction d'exporter certains produits, restauration des taxes sur les denrées alimentaires importées, etc. satisfaisant ainsi les appétits voraces des gros commerçants de l'import-export.

Ce n'est pas étonnant car certains des dirigeants politiques sont en même temps des grands hommes d'affaires, c'est le cas de la famille de Deby, de son clan et de son entourage. Hinda Deby, la femme du président par exemple, a la mainmise sur le transport et la restauration ; le frère aîné de Deby est également dans le transport, etc. Ce gens-là ne s'occupent que leurs affaires.

Pour qu'ils prennent en compte les problèmes des travailleurs, des chômeurs et des petites gens qui vivent tous difficilement, il faudrait que ceux-ci fassent valoir leur point de vue avec colère et détermination.

## CÔTE D'IVOIRE

*Nous reproduisons ci-dessous trois articles du mensuel  
le « Pouvoir Aux Travailleurs » du n° 186 parus en Côte d'Ivoire*

### MÉDIAS

## **DES COMPLICES DES ASSASSINS DÉCORÉS !**

Le ministère de la Communication, à l'occasion de la délivrance annuelle des cartes professionnelles aux journalistes, a distribué des « cartes professionnelles en or » à certains journalistes tels que Jean Baptiste Akrou, ex-DG du journal Fraternité Matin du temps de Gbagbo. Même un certain Laurent Dona Fologo, en a bénéficié. Avant cela, c'était Venance Konan qui était décoré par la chancelière.

Pour qui a déjà lu des articles ou a déjà entendu à la radio ou à la télé ces gens, à un moment ou à un autre de leur carrière journalistique, qu'ils soient d'un bord politique ou de l'autre, savent qu'ils ont participé au pourrissement de la situation politique qui a mené à la haine xénophobe et ethnique, puis à la

guerre, par leurs écrits et par leurs agissements. Mais, évidemment, ce ne sont pas eux qui en payent le prix. Ce sont généralement des pauvres qui ont cru à leurs boniments ou qui en ont été victimes.

Tout ce beau monde, qu'il soit proche du nouveau pouvoir ou du régime précédent, ont servi leurs maîtres pour se maintenir coûte que coûte à la mangeoire ou pour y accéder.

Et, aujourd'hui, que ce soit un ministre dont le parti était opposé au précédent qui les décore, c'est tout un symbole. Cela prouve au moins que tous ces gens-là sont du même monde et se moquent bien de ceux qui ont perdu leur vie à cause de leurs écrits ou de leurs paroles.

## CÔTE D'IVOIRE

### **LE GOUVERNEMENT FACE À LA QUESTION ÉPINEUSE DES EX-COMBATTANTS**

Il ne passe pas un jour sans que d'ex-combattants qui ont porté Ouattara au pouvoir ne fassent parler d'eux.

Ainsi, par exemple, le 13 novembre dernier, au camp CRS basé à Williamsville, le commandant a signifié à des « soldats », qui continuent d'occuper cette caserne, de quitter les lieux pour permettre aux CRS de prendre leur place. L'un d'eux, mécontent, a d'abord voulu s'en prendre physiquement à ce commandant. Empêché, il est allé au parking et jeté une grenade explosive dans son véhicule qui était garé.



Un groupe de miliciens "dozos"

Peu de temps avant, ce sont deux factions des éléments de FRCI qui s'affrontaient à Yopougon. On se serait cru en plein far west.

Dans le camp Ouattara, on estime à cent mille le nombre d'ex-combattants qui sont laissés-pour-compte et qui refusent de déposer les armes. Seule une partie d'entre eux a été intégrée dans les différents corps. Mais les autres? C'est une question épineuse pour le pouvoir. Il a besoin de cette force d'appoint mais il s'en méfie tout à la fois tant qu'elle n'est pas encadrée et encasernée comme les autres forces de l'ordre "classiques". Mais il n'a pas les moyens d'intégrer la totalité. Il est par conséquent difficile de savoir comment va se dénouer cette situation.

Il est sûr que ceux qui ont pris l'habitude de se balader avec les armes, de racketter et de maltraiter les habitants ne vont pas accepter de rendre de plein gré leurs armes car ils considèrent que c'est leur gagne-pain. On verra donc si Ouattara, après les avoir utilisés pour asseoir son pouvoir va réussir à s'en débarrasser aussi facilement. Mais encasernées ou pas, les forces de l'ordre représentent toujours une menace pour les travailleurs et les pauvres.

### **GRÈVE DES CHAUFFEURS DE GBAKA CONTRE LE RACKET**

Le 12 novembre dernier, les chauffeurs de gbaka, avaient entamé une grève. Ils protestaient contre les « gnambro », ces jeunes qui se positionnent dans les gares routières et aux carrefours et rançonnent les chauffeurs qui transportent des passagers.

En début de ce mois de novembre, un accrochage avait eu lieu entre un chauffeur et des gnambro au niveau d'Abobo Samake. Le chauffeur avait été blessé. Ce jour-là, les conducteurs de gbaka de la ligne Abobo-Zoo-Adjamé avaient débrayé. Par la suite, un préavis

de grève avait été déposé pour que l'Etat prenne des dispositions.

Il faut aussi ajouter que le poids de tous ces rackets (forces de l'ordre, syndicats, gnambro) pèse sur le chauffeur. Le dioulatché (propriétaire de camion), veut sa recette journalière. Il se fiche bien des écueils de la journée du chauffeur. C'est pourquoi, ce sont les chauffeurs qui se sont mobilisés dans ce mouvement. La grève a été très bien suivie. Passagers et conducteurs sont d'accord sur l'éradication des gnambro qui n'hésitent pas souvent à immobiliser des véhicules

ou à s'en prendre violemment au chauffeur ou à l'apprenti.

Après trois jours de grève, celle-ci a été interrompue sur de vagues promesses du ministère

des Transports. Mais la menace de reprendre la grève est dans l'air si les chauffeurs n'obtiennent pas satisfaction. En tout cas, ils ont eu raison de faire grève

## EN AFRIQUE LA CONTREBANDE DE FAUX MEDICAMENTS SE DÉVELOPPE

Des médicaments contrefaits d'une valeur de 40 millions de dollars ont été saisis en 3 jours dans 16 villes portuaires de 16 pays du continent africain, de l'Ouest et du Centre. Cette opération a été organisée conjointement par différents organismes internationaux et par les directions douanières de chaque pays concerné.

D'après les journaux qui ont récemment révélé cette opération « coup de poing », les plus grandes quantités saisies l'ont été au Togo, en Angola, au Cameroun et au Ghana.



L'Afrique est particulièrement touchée par le commerce de contrefaçon de médicaments qui se vendent sur les marchés comme ici à Abidjan, en Côte d'Ivoire

Lors d'une conférence de presse qui a eu lieu le 25 octobre dernier à Paris, un responsable d'une sommité médicale belge criait sa colère : « Il n'y a personne qui s'élève suffisamment pour arrêter tous ces mafieux, ces tueurs, car ce sont des gens qui avec leurs faux médicaments proposent une solution aux maux des gens et qui finalement les achèvent »

Ce genre de réunion n'est pas la première : au mois de février de cette année, des journées nationales de lutte contre ce trafic avaient lieu à Bamako, capitale du Mali. Madeleine Bah, ministre de la Santé du pays organisateur, tirait la

sonnette d'alarme sur ce « véritable fléau, dont les conséquences dramatiques en termes de pharmaco résistances, risquent d'anéantir tous les efforts de nos stratégies ».

Les dirigeants africains ou leurs ministres sont coutumiers de telles proclamations grandiloquentes et hypocrites. Les responsables de la prolifération des médicaments contrefaits ce sont eux car depuis des dizaines d'années qu'ils se succèdent au pouvoir, ils laissent périr les domaines utiles à la population tel que celui de la santé publique. A tel point que les hôpitaux de la plupart des pays d'Afrique sont devenus progressivement des coquilles vides dépourvues du minimum, véritables mouiroirs pour gens pauvres.

Lorsque quelqu'un est malade, cela devient un drame pour toute la famille. Avec le chômage, les bas salaires, les retraites rognées, la hausse des produits de première nécessité, l'argent manque pour à la fois nourrir les membres de la famille et payer le médecin, les examens et autres analyses, l'infirmier pour les piqûres, la pharmacie en ville etc. Comment s'étonner que dans ces conditions, beaucoup de gens soient obligés de recourir aux petits vendeurs de médicaments dans les marchés ou à ceux qui sillonnent les quartiers pauvres, qui tous s'approvisionnent comme ils peuvent, dans les réseaux de contrebande plus ou moins mafieux !

Le délabrement du système de santé a comme autre conséquence celui du recours aux « guérisseurs », à l'« indigénat » et à toutes sortes de charlatans qui, par ces temps de crise, prolifèrent et se sucent sur la détresse humaine.

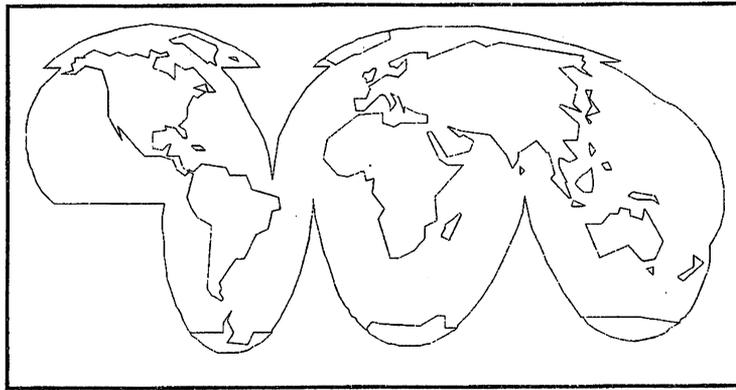
L'attitude des dirigeants africains qui ne se sentent nullement gênés lorsqu'il s'agit d'acheter des armes onéreuses pour l'armée et du matériel dernier cri pour équiper la police, au détriment des secteurs vitaux pour la population, est irresponsable et méprisable.

Mais tout aussi méprisable est l'attitude des trusts pharmaceutiques, eux qui détiennent un monopole sur la santé humaine. Médecins sans frontières (MSF) a mené il n'y a pas longtemps une campagne contre Novartis, un des géants mondiaux de la pharmacie, qui prétend interdire la fabrication en Inde du générique d'un anticancéreux, le Glivec. Un procès à épisodes dure depuis sept ans. Une victoire du trust menacerait à brève échéance de priver les pays pauvres de médicaments bon marché dont l'Inde est grande fournisseuse, que ce soit dans le domaine du cancer ou celui d'autres maladies graves comme le sida. Du fait qu'ils n'ont pas d'argent, 46% des dizaines de millions de séropositifs des pays pauvres ne disposent toujours pas des traitements antirétroviraux.

Et puis il n'y a pas que ces deux maladies. L'hypertension, l'asthme, le diabète, sont des pathologies qui n'épargnent aujourd'hui aucune contrée dans le monde, mais auxquelles le savoir humain c'est-à-dire la science sait apporter des réponses. Mais ces réponses, à savoir les traitements, sont souvent hors de portée des classes pauvres des pays d'Afrique.

La santé des populations exigerait que les trusts de la pharmacie soient expropriés et que les centres de recherche soient mis au service de toute l'humanité pour qu'enfin les soins et les médicaments soient fournis à chacun selon ses besoins et non plus en fonction des profits d'une minorité de capitalistes.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.